



**MINISTÈRE  
CHARGÉ  
DES TRANSPORTS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **1.8 Notice environnementale**

### **RN59 (88) – ASSAINISSEMENT**

#### **Réparation des buses à Sainte-Marguerite**

**au PR 22+200**

**DCE**

Direction Interdépartementale des Routes Est  
BP 82120 – 10 et 16 promenade des Canaux  
54021 Nancy cedex  
Tél. : 33 (0) 3 83 50 96 00  
[www.dir-est.fr](http://www.dir-est.fr)



# NOTICE ENVIRONNEMENTALE

## SOMMAIRE

1. PRÉAMBULE.....	4
2. LA POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE DU MAÎTRE D'OUVRAGE.....	5
3. LE MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL DE L'OPÉRATION.....	5
3.1. La Notice Environnementale (NE).....	5
3.2. Le Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE).....	5
3.3. Le Plan de Respect de l'Environnement (PRE).....	6
3.3.1. Les Procédures Particulières Environnement (PPE).....	7
3.3.1.1. PPE – Gestion des pollutions accidentelles.....	8
3.3.1.2. PPE – Gestion des zones de stockage et des dépôts.....	8
3.3.1.3. PPE – Gestion des déchets de chantier.....	9
3.3.1.4. PPE – Gestion des installations de chantier.....	9
3.3.1.5. PPE – Assainissement provisoire.....	10
3.3.1.6. PPE – Propreté des voies publiques.....	10
3.3.1.7. PPE – Approvisionnement en hydrocarbure, entretien des engins.....	10
3.3.1.8. PPE – Faune, flore, plantes invasives.....	10
3.3.2. Le dossier Bruit de Chantier.....	11
3.3.3. Le planning des tâches et des actions environnementales.....	11
3.3.4. Le reporting environnemental.....	11
3.4. Le responsable Environnement.....	12
3.5. La formation et la sensibilisation du personnel.....	12
3.6. Contrôles.....	13
3.6.1. Le contrôle de l'entreprise.....	13
3.6.1.1. Point critique – Point d'arrêt.....	13
3.6.1.2. Gestion des non-conformités.....	13
3.6.2. Le contrôle du maître d'œuvre.....	14
3.6.3. Le contrôle extérieur environnement.....	14
3.7. Réunion de lancement.....	14
3.8. Visite « état 0 ».....	14

4. CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL DU CHANTIER.....15

    4.1. Analyse des enjeux environnementaux.....15

    4.2. Localisation cartographique des contraintes.....15

5. MESURES ENVIRONNEMENTALES.....15

6. ANNEXES.....16

    . ANNEXE 1.....17

    . ANNEXE 2.....21

    . ANNEXE 3.....23

    . ANNEXE 4.....29

## 1. PRÉAMBULE

La présente Notice Environnementale a pour objectif de préciser les prescriptions en termes d'environnement à respecter par les entreprises intervenant sur le chantier, à savoir :

- ◆ le respect des exigences du maître d'ouvrage,
- ◆ la mise en place d'un management environnemental propre à l'opération,
- ◆ l'élaboration et l'application d'un Plan de Respect de l'Environnement (PRE).

La Notice Environnementale permet également à l'entreprise titulaire ou mandataire de connaître le contexte environnemental du chantier et les mesures à mettre en place pour supprimer ou minimiser les impacts environnementaux.

Pour l'élaboration de son programme d'exécution et pendant le déroulement des travaux, depuis l'ouverture du chantier jusqu'à la réception des travaux, l'entreprise et l'ensemble de ses cotraitants et sous-traitants devront respecter les sujétions liées à l'environnement décrites dans la présente Notice Environnementale et développées dans le Plan de Respect de l'Environnement

Au-delà des contraintes imposées par la présente notice, les entreprises devront respecter la réglementation en vigueur en matière d'environnement, notamment la réglementation spécifique aux communes où se déroulent les travaux (arrêtés départementaux ou locaux) pouvant concerner :

- ◆ le bruit de voisinage (contraintes pour les périodes de travaux),
- ◆ la protection des eaux,
- ◆ l'évacuation des déchets,
- ◆ etc.

Les références des principaux textes en vigueur en matière d'environnement figurent en annexe 4.

Les entreprises devront également prendre en compte et respecter les engagements de l'État, ainsi que les arrêtés préfectoraux relatifs à la loi sur l'eau, à la protection des espèces protégées et au défrichement.

## **2. LA POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE DU MAÎTRE D'OUVRAGE**

Conscient des enjeux environnementaux associés aux chantiers d'infrastructures routières, la Direction Interdépartementale des Routes Est (DIR Est) souhaite maîtriser la qualité environnementale de ses opérations d'entretien routiers et de réparation d'ouvrages d'art.

À l'image de ce qu'il se fait pour l'assurance qualité, la DIR Est a décidé de mettre en place une démarche de respect de l'environnement sur ses chantiers routiers. Ainsi, elle souhaite généraliser la réalisation de Plan de Respect de l'Environnement (PRE) dans les marchés de travaux, intégrant notamment les aspects :

- ◆ vis-à-vis de l'environnement naturel, en respectant les prescriptions de la loi sur l'eau pendant les travaux puis lors de l'exploitation des ouvrages,
- ◆ vis-à-vis des usagers et riverains en limitant les nuisances (propreté, poussières, bruit, maintien des accès, riverains, information...).

Pour le marché de réparation des buses de Sainte-Marguerite, la DIR Est exige l'établissement par l'entreprise :

- ◆ à l'offre, d'un Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) ;
- ◆ en période de préparation, d'un Plan de Respect de l'Environnement (PRE).

## **3. LE MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL DE L'OPÉRATION**

### **3.1. La Notice Environnementale (NE)**

La présente notice a pour but de préciser d'une part, les actions que doivent mener les entreprises pour respecter d'une manière générale les différentes contraintes d'environnement et d'autre part, les sites où ces mesures doivent s'appliquer.

Elle est illustrée par une carte de synthèse des contraintes environnementales, présente en annexe.

### **3.2. Le Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE)**

Au stade de l'offre, l'entrepreneur doit présenter un Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE).

Le SOPRE détaille les dispositions d'organisation et de contrôle que propose l'entrepreneur pour atteindre les objectifs de protection de l'environnement fixés par le maître d'ouvrage dans la Notice Environnementale.

Il se présente sous forme d'une note de synthèse rappelant les contraintes et les engagements en faveur de l'environnement. Il est complété par un organigramme du personnel précisant l'organisation des responsabilités entre les divers intervenants (cotraitants, sous-traitants, prestataires), une liste des moyens et matériels, les curriculum vitae du responsable Environnement et de son suppléant, le détail des dispositions que l'entreprise propose d'appliquer pour respecter les exigences en matière d'environnement.

Le SOPRE, document servant de base pour l'analyse des offres, constitue un engagement à mettre en œuvre et à appliquer par un Plan de Respect de l'Environnement dans le cadre du marché.

### **3.3. Le Plan de Respect de l'Environnement (PRE)**

Sur la base du SOPRE remis dans son offre, l'entreprise titulaire ou le mandataire du groupement établira un Plan de Respect de l'Environnement (PRE) lors de la phase de préparation des travaux. Il sera soumis au visa du maître d'œuvre.

L'occupation du site par l'entreprise et le début des installations de chantier ne pourront intervenir avant acceptation par le maître d'œuvre du Plan de Respect de l'Environnement ainsi que des procédures relatives aux installations de chantier.

Le PRE précisera, sous forme de procédures d'exécution, les moyens que l'entrepreneur mettra en place pour prévenir les risques vis-à-vis de l'environnement, pour intervenir en cas d'incident et pour remédier aux impacts éventuellement générés par le non-respect des prescriptions environnementales.

Le Plan de Respect de l'Environnement devra couvrir toutes les activités de l'entreprise attributaire du marché ainsi que celles de ses cotraitants et sous-traitants.

Le marché fera l'objet d'un PRE unique établi par le mandataire auquel les cotraitants et sous-traitants devront adhérer. Il sera complété par des Procédures Particulières Environnement pour les travaux qui ne seraient pas prévus.

Tous les intervenants présents sur le site, mandataire, cotraitants, sous-traitants, fournisseurs, sont soumis au respect des stipulations du PRE.

Le PRE a des répercussions techniques et organisationnelles tout au long du chantier. Il est évolutif pour atteindre la performance environnementale.

Le Plan de Respect de l'Environnement contient :

- ◆ une description sommaire des travaux,
- ◆ une présentation de l'organisation de l'entreprise pour atteindre les objectifs fixés par le maître d'ouvrage en matière d'environnement,
- ◆ l'identification des enjeux environnementaux propres aux sites traversés par le chantier,
- ◆ une analyse détaillée de toutes les tâches de chantier et de leurs impacts sur l'environnement,
- ◆ l'indication des mesures de protection de l'environnement prévues afin de réduire les impacts et nuisances et de prévenir les risques potentiels définis (mesures techniques et mesures organisationnelles : management environnemental, formation, contrôle intérieur, etc.).

Ainsi le PRE définit l'organisation de l'entrepreneur, notamment, sur le plan de :

- ◆ l'organisation du chantier et la distribution des tâches (prérogatives et responsabilités de chacun en matière d'environnement),
- ◆ la mise en place et la gestion des contrôles, avec traitement des anomalies environnementales liées au non-respect du PRE,

- ◆ la transmission de l'information (y compris communication vers les tiers),
- ◆ la sensibilisation et la formation du personnel,
- ◆ l'archivage des documents relatifs à l'environnement et aux évolutions intervenues au cours du chantier.

Il comprend également :

- ◆ des Procédures Particulières Environnement (PPE),
- ◆ le dossier « Bruit de Chantier »,
- ◆ le planning des tâches et des actions particulières au domaine de l'environnement,

Le management de l'entreprise devra prévoir également pour le suivi travaux :

- ◆ la mise en place d'un responsable environnement,
- ◆ le reporting des actions environnementales du chantier (incidents éventuels, mesures mises en œuvre, résultats obtenus, ainsi que tous les faits relatifs à la problématique environnementale, etc.),
- ◆ les fiches de suivi des non-conformités,
- ◆ etc.

### **3.3.1. Les Procédures Particulières Environnement (PPE)**

Pour les opérations sensibles du point de vue environnemental, des PPE seront élaborées par l'entreprise en vue de décrire spécifiquement les méthodes d'exécution et les solutions techniques choisies pour supprimer ou minimiser l'impact sur l'environnement.

Au minimum, les Procédures Particulières Environnement suivantes seront réalisées :

- ◆ Gestion des pollutions accidentelles,
- ◆ Gestion des zones de stockage et des dépôts,
- ◆ Gestion des déchets de chantier,
- ◆ Gestion des installations de chantier,
- ◆ Assainissement provisoire avec plan,
- ◆ Propreté des voies publiques,
- ◆ Approvisionnement en hydrocarbure, entretien des engins,
- ◆ Faune, flore, plantes invasives.

Chaque PPE sera soumise au visa du maître d'œuvre.

Au cours du chantier, l'entreprise pourra être amenée à rédiger de nouvelles PPE à la demande du maître d'œuvre.

### **3.3.1.1. PPE – Gestion des pollutions accidentelles**

Pour les cas de pollution accidentelle (fuite d'hydrocarbures, déversement accidentel, etc.), une procédure particulière environnement « gestion des pollutions accidentelles » sera réalisée et mentionnera :

- ◆ les produits polluants utilisés sur le chantier,
- ◆ les différents niveaux de pollution et les différents niveaux d'intervention (personnel et organisation),
- ◆ les actions d'urgence à mettre en œuvre pour stopper la pollution (moyens techniques pour une intervention rapide : colmatage, rétention, curage, nettoyage, etc.),
- ◆ les personnes et organismes à alerter, et leurs coordonnées (entreprise, maître d'œuvre, mairies, pompiers, entreprises de dépollution, etc.), ainsi que les renseignements à fournir aux pompiers et/ou entreprises de dépollution (localisation, description de l'incident, quantité, nature du polluant, etc.),
- ◆ les moyens mis en œuvre pour stocker et évacuer les sols et déchets pollués, les prélèvements et analyses à réaliser.

Cette PPE est un document synthétique qui a pour objectif de prévoir les situations d'urgence avant d'y être confrontées. Il devra permettre d'intervenir à tous les endroits où peut se produire une pollution accidentelle susceptible de contaminer les eaux et les sols : emprises travaux, pistes d'accès, installations de chantiers, etc.

Le document sera soumis à l'agrément du maître d'œuvre, puis diffusé à l'ensemble des intervenants avant le début des travaux.

En cas de dommage causé à l'environnement du fait de l'entreprise pendant l'exécution du marché, l'entreprise :

- ◆ confine la pollution avec un bac ou des feuillets/boudins absorbants (packs antipollution),
- ◆ informe le maître d'œuvre et l'autorité compétente (police de l'eau, police des ICPE, etc.) dans les plus brefs délais,
- ◆ remédie à ses frais et risques et dans les plus brefs délais à toutes les atteintes portées à l'environnement. Toute pollution constatée du fait de l'entreprise fera l'objet d'un constat contradictoire et sera impérativement enlevée et ses effets nocifs éliminés aux frais de l'entreprise par un traitement approprié prescrit par les organismes ou autorités compétents en la matière,
- ◆ transmet la fiche d'accident au maître d'œuvre et remplit le journal de chantier.

### **3.3.1.2. PPE – Gestion des zones de stockage et des dépôts**

Cette PPE s'attachera à préciser les modalités de gestion des zones de stockage, quels qu'ils soient, et des aires de dépôt provisoire.

Ce document précisera :

- ◆ l'identification de l'ensemble des zones de stockage et des aires de dépôt provisoire nécessaires,
- ◆ l'identification des produits et matériaux stockés ou déposés provisoirement,

- ◆ les dispositions prises pour isoler chaque type de produit ou matériau,
- ◆ les mesures adoptées pour éviter les mélanges lors des manutentions,
- ◆ les prescriptions de remise en état des zones occupées,
- ◆ les moyens en personnel en matériels affectés aux différentes tâches,
- ◆ les mesures prises pour éviter toute pollution des eaux ou du sol

#### **3.3.1.3. PPE – Gestion des déchets de chantier**

Cette PPE traitera spécifiquement de la gestion des déchets de chantier.

C'est le document de référence pour tous les intervenants du chantier, il comporte :

- ◆ l'identification de l'ensemble des déchets susceptibles d'être produits par l'ensemble des travaux, installations et activités,
- ◆ l'indication précise des dispositifs de stockage des déchets in situ, adaptés au tri sélectif,
- ◆ l'indication précise des filières de traitement des déchets (centres de stockage et/ou de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets, en fonction de leur typologie),
- ◆ l'information du maître d'œuvre quant à la nature et à la constitution des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- ◆ les modalités retenues pour assurer le contrôle, le suivi et la traçabilité des déchets,
- ◆ les moyens matériels et humains mis en œuvre,
- ◆ etc.

Cette procédure constitue le SOSED (Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets).

#### **3.3.1.4. PPE – Gestion des installations de chantier**

La procédure particulière « Gestion des installations de chantier » sera constituée d'un plan comprenant :

- ◆ le type des installations sanitaires,
- ◆ les aires de stationnement et d'entretien des véhicules et des engins de chantier,
- ◆ les stations de prélèvement et de rejet d'eau,
- ◆ les dispositifs d'assainissement,
- ◆ les aires de stockage (matériaux, déchets du chantier, etc.),
- ◆ les réseaux arrivant aux installations,
- ◆ etc.

#### **3.3.1.5. PPE – Assainissement provisoire**

Cette PPE traitera spécifiquement des mesures concernant l'assainissement provisoire. Elle devra notamment :

- ◆ présenter et localiser les systèmes de collecte et de traitement des eaux de ruissellement et de pompage,
- ◆ indiquer les mesures de suivi (prélèvements et analyses),
- ◆ etc.

Elle sera complétée par un plan de l'assainissement provisoire.

#### **3.3.1.6. PPE – Propreté des voies publiques**

L'entrepreneur proposera au maître d'œuvre une PPE « propreté des voies publiques » comprenant un plan de propreté des voies publiques empruntées et situées au-delà des emprises du chantier circulées par les engins de chantier sur toutes les voies publiques empruntées.

L'entrepreneur mandataire du marché est tenu responsable de la propreté des voies publiques circulées par les engins de chantier, il doit mettre en place les moyens en matériels tels que balayeuse, aire de lavage et de décrottage des véhicules afin de garantir la propreté des voies.

Le plan de propreté est approuvé par le maître d'œuvre après visa du coordonnateur SPS avant le démarrage des travaux.

#### **3.3.1.7. PPE – Approvisionnement en hydrocarbure, entretien des engins**

Cette PPE précisera les lieux et moyens mis en place pour éviter tout risque de pollution lors de l'approvisionnement et de l'entretien des engins.

L'entreprise pourra retenir soit l'alimentation des engins sur le chantier, soit l'alimentation sur une plate-forme aménagée. Dans un cas comme dans l'autre, les procédures mises en œuvre pour supprimer les risques de déversement accidentel seront précisées.

#### **3.3.1.8. PPE – Faune, flore, plantes invasives**

La PPE « Faune, flore et plantes invasives » devra mentionner :

- ◆ la localisation des espaces naturels sensibles et des espèces patrimoniales,
- ◆ les modalités techniques de clôture et d'évitement des zones sensibles,
- ◆ la gestion des plantes invasives,
- ◆ l'organisation en cas de découverte d'espèces protégées.

Cette procédure particulière traitera par ailleurs de la maîtrise du risque de prolifération et de dissémination des plantes invasives (notamment la Renouée du Japon) et devra :

- ◆ indiquer les secteurs du chantier envahis par des plantes invasives et prévoir un repérage de ces secteurs sur le terrain (état 0),
- ◆ identifier les risques et les impacts,
- ◆ décrire les mesures mises en œuvre pour éviter la dissémination des plantes invasives au cours des travaux et proposer des mesures de suivi,

- ◆ décrire les mesures prises pour contrôler l'apport de matériaux ou de terres extérieurs afin d'éviter la contamination du chantier par ses apports et proposer des mesures de suivi,
- ◆ etc.

### **3.3.2. Le dossier Bruit de Chantier**

Conformément à la réglementation en vigueur (art. R571-50 du Code de l'environnement), un dossier « bruit de chantier » sera établi par l'entreprise. Celui-ci présentera :

- ◆ la nature du chantier,
- ◆ les aspects réglementaires,
- ◆ les différents travaux par commune,
- ◆ la durée prévisible des travaux (planning + plages horaires) et des nuisances,
- ◆ les nuisances sonores attendues sur les différentes phases de chantier (déboisements, terrassements, ouvrages d'art, etc.),
- ◆ les mesures prises pour limiter ces nuisances,
- ◆ etc.

Ce document sera soumis au visa du maître d'œuvre. A noter que le dossier validé devra être déposé en Préfecture de Meurthe-et-Moselle par le maître d'œuvre, au moins un mois avant le démarrage des travaux.

### **3.3.3. Le planning des tâches et des actions environnementales**

Un planning des tâches et des actions environnementales sera envoyé au maître d'œuvre mensuellement pour l'informer des opérations environnementales.

La réalisation des travaux tiendra compte, autant que possible, des périodes de reproduction de la faune recensée.

### **3.3.4. Le reporting environnemental**

Les « évènements » environnementaux seront clairement mentionnés dans les journaux de chantier (fréquence journalière).

Celui-ci contiendra l'ensemble des informations permettant au maître d'œuvre de suivre le bon déroulement du chantier vis-à-vis des problèmes d'environnement identifiés et de suivre la mise en œuvre et le respect du PRE :

- ◆ suivis et résultats des mesures effectuées,
- ◆ état des clôtures provisoires des zones sensibles à préserver,
- ◆ suivi des déchets de chantier : copies des bordereaux de suivi des déchets de chantier avec les parties « entreprise » remplies,
- ◆ incidents et anomalies environnementales,
- ◆ etc.

Un rapport de synthèse reprenant les principaux événements, sera adressé au maître d'œuvre à la fin des travaux.

### **3.4. Le responsable Environnement**

Un responsable Environnement sera désigné par l'entrepreneur titulaire dès la remise de l'offre du marché (SOPRE). Il devra posséder une sensibilité aux préoccupations environnementales. Il sera responsable du respect des exigences environnementales depuis l'ouverture du chantier jusqu'à la réception des travaux.

Le maître d'œuvre procédera à l'agrément du responsable environnement pendant la période de préparation des travaux.

Le responsable environnement sera l'interlocuteur du maître d'œuvre pour tout ce qui concerne la protection de l'environnement. Il est responsable :

- ◆ de l'élaboration, de la transmission au maître d'œuvre, de l'application et de la mise à jour du PRE et de ses pièces annexes pendant toute la durée du chantier,
- ◆ de la sensibilisation et de la formation du personnel de l'entreprise mandataire, des cotraitants, sous-traitants et fournisseurs, à la prise en compte de l'environnement,
- ◆ du suivi environnemental des travaux (au moins une visite complète par mois),
- ◆ du contrôle, du suivi et de la traçabilité des actions et des incidents environnementaux (fiches de visite, journal de chantier, fiches de non-conformité, fiches d'intervention en cas de pollution accidentelle, etc.),
- ◆ de la diffusion une fois par mois du reporting environnemental,
- ◆ de l'organisation et de l'analyse des prélèvements, contrôles et essais relatifs à l'environnement,
- ◆ de l'information préalable du maître d'œuvre lorsqu'une opération correspondant à un point critique ou point d'arrêt va être réalisée.

Le responsable environnement devra être présent aux réunions auxquelles il est convoqué et lors des visites des services de l'État.

Toute absence du responsable environnement (congé, maladie, formation, etc.) devra être signalée au maître d'œuvre au moins 1 semaine avant le départ programmé de celui-ci et au plus tard le premier jour d'absence en cas de maladie. Il devra être remplacé par une personne au profil équivalent. Le suppléant sera désigné dans le SOPRE et le PRE. Tout remplacement du responsable environnement devra être agréé par le maître d'œuvre.

### **3.5. La formation et la sensibilisation du personnel**

L'entreprise devra identifier les besoins en formation tout au long du déroulement du chantier et mettre en place des actions de sensibilisation de son personnel en fonction des risques sur l'environnement engendrés par les activités exercées.

Le personnel dont le travail pourra avoir un impact environnemental significatif devra avoir reçu une formation appropriée, à son arrivée, afin d'acquérir une compétence nécessaire dans le domaine de la protection environnementale.

## 3.6. Contrôles

L'ensemble des documents relatifs au respect de l'environnement est soumis à l'avis du maître d'œuvre. Aucune activité ne doit débuter sans l'accord formel du maître d'œuvre sur la procédure correspondante.

### 3.6.1. Le contrôle de l'entreprise

Conformément au PAQ et au PRE, l'entreprise effectue le contrôle intérieur (contrôles interne et externe).

Le contrôle intérieur, à la charge de l'entreprise, est réalisé sous la responsabilité du responsable environnement. Par référence aux exigences contractuelles du marché, il appartient à l'entreprise d'apporter la preuve formelle tout au long des travaux que les mesures de prévention des risques vis-à-vis de l'environnement sont efficaces par la mise en œuvre d'un contrôle intérieur.

Ce contrôle intérieur « environnement » pourra être visuel ou approfondi selon le cas, mais aboutira toujours à la rédaction d'une fiche à consigner dans le journal de chantier et à transmettre au maître d'œuvre.

#### 3.6.1.1. Point critique – Point d'arrêt

Selon la sensibilité de la tâche ou de la phase de réalisation, selon l'impact environnemental de l'ouvrage, il existe deux types de points de contrôle : les points critiques et les points d'arrêt.

**Point critique (PC) :** point sensible de l'exécution pour lequel un contrôle intérieur doit être effectué.

**Point d'arrêt (PA) :** point sensible pour lequel une réponse formelle (PV, CR réunion, etc.) est nécessaire avant la poursuite des travaux.

La liste ci-dessous mentionne les phases ou tâches sensibles pouvant faire l'objet d'un PA :

- ◆ remise du PRE,
- ◆ vérification de la mise en place de filtre à paille,
- ◆ vérification de la mise des dispositifs de recueil du coulis de ciment,
- ◆ etc.

À noter que le responsable environnement informe une semaine auparavant le maître d'œuvre lorsqu'une opération correspondant à un point critique ou à un point d'arrêt va être réalisée.

#### 3.6.1.2. Gestion des non-conformités

Les non-conformités « environnement » feront l'objet d'une formalisation similaire aux non-conformités « qualité », afin d'en faciliter le traitement et de mener, le cas échéant, une action corrective. Des fiches de suivi des non-conformités seront établies et transmises au maître d'œuvre.

### **3.6.2. Le contrôle du maître d'œuvre**

Le contrôle du maître d'œuvre consiste en :

- ◆ l'examen et la validation de documents d'organisation et procédures d'exécution (visa du PRE, des PPE, agrément du responsable environnement, etc.),
- ◆ le contrôle de conformité (de façon inopinée),
- ◆ la validation des fiches de non-conformités,
- ◆ la levée des points d'arrêt.

Les résultats obtenus sont diffusés à l'entreprise qui les archive dans les mêmes conditions que les documents du contrôle intérieur. L'ensemble de ces documents sera remis au maître d'œuvre en fin de travaux au titre du dossier de recollement.

Si des écarts significatifs sont constatés entre le PRE et son application sur le terrain (responsable environnement absent, assainissement provisoire non réalisé ou mal entretenu, absence de clôture d'espaces naturels sensibles, etc.), un constat d'événement sera établi par le maître d'œuvre. L'entreprise devra mettre en place les actions environnementales permettant de corriger ces écarts dans les plus brefs délais avec un délai plafond d'une semaine.

### **3.6.3. Le contrôle extérieur environnement**

Parallèlement aux contrôles du maître d'œuvre et de l'entreprise, un contrôle extérieur pourra être missionné.

En cas d'incident ou d'anomalie constaté dans le cadre du contrôle intérieur ou extérieur, le maître d'œuvre pourra interrompre, s'il le juge utile, certaines tâches afin d'analyser les causes et les remèdes sans que l'entreprise ne puisse prétendre à une indemnité.

## **3.7. Réunion de lancement**

Une réunion de lancement sera organisée, à l'initiative du maître d'œuvre, pendant la période de préparation du chantier. Elle permettra de cadrer la démarche PRE avec l'entreprise. Cette réunion traitera des points suivants :

- rappel des enjeux environnementaux,
- examen des dossiers réglementaires à produire par l'entreprise (PRE, PPE, dossier bruit de chantier, etc.),
- planning des documents à remettre par l'entreprise,
- modalités d'échanges entre l'entreprise, et le maître d'œuvre.

## **3.8. Visite « état 0 »**

Cette visite qui a lieu en présence du maître d'œuvre et de l'entreprise titulaire permet de faire un état des lieux contradictoire avant travaux pour faciliter la réception de la remise en état. Au cours de cette visite, les aspects « environnement » sont abordés. Elle fait l'objet d'un compte-rendu détaillé avec photos à l'appui.

## **4. CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL DU CHANTIER**

### **4.1. Analyse des enjeux environnementaux**

Les enjeux environnementaux du chantier, ainsi que les mesures environnementales prises pour répondre à chaque engagement de l'État, sont présentés en annexe 1 afin que l'entreprise en prenne connaissance pour l'établissement de son offre et l'organisation du chantier.

L'ensemble de ces thèmes doit être intégré dans l'élaboration des documents (SOPRE, PRE, procédures particulières environnement).

### **4.2. Localisation cartographique des contraintes**

Les travaux se situent dans le périmètre de protection éloigné de captage des eaux. Les périmètres de captage des eaux sont présentés sur la carte annexée à la présente notice (annexe 2).

## **5. MESURES ENVIRONNEMENTALES**

Les exigences environnementales sont décrites dans le tableau de l'annexe 3.

## **6. ANNEXES**

Annexe 1 : Tableau des enjeux environnementaux

Annexe 2 : Carte des périmètres des zones de captage des eaux

Annexe 3 : Exigences Environnementales

Annexe 4 : Principaux textes applicables en matière d'environnement

## **. ANNEXE 1**

### **TABLEAU DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX**

Légende :

Niveau d'enjeu	1	2	3	4	5
	Enjeu élevé	Enjeu fort	Enjeu moyen	Enjeu Faible	Enjeu Négligeable

**SOL ET SOUS-SOL**

PR	Nom/Localisation	Enjeux	Niveau d'enjeu	Dispositions et engagement du maître d'ouvrage
Totalité	Installation de chantier	Risque de pollution des sols	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Choisir les sites d'installations de chantier et de zones de stationnement des engins en dehors des zones vulnérables.</li> <li>– Stocker les produits polluants sur des sites prévus à cet effet, équipés de dispositifs de rétention abrités de la pluie et permettant d'empêcher toute fuite de matière polluante vers le sol.</li> <li>– Mettre en place des kits antipollution dans tous les engins de chantier et au niveau des installations de chantier.</li> <li>– Sensibiliser et former son personnel aux bonnes pratiques à suivre en cas de pollution (mise en place d'un plan d'organisation interne en cas de pollution).</li> </ul>
	Zone de travaux	Pollution des sols	2	– Utilisation des produits destinés aux seules tâches de la journée de travail.
		Limitation de la bande de chantier	1	– Circulation des engins restreinte aux pistes de chantier.

**EAUX SUPERFICIELLES ET SOUTERRAINES**

PR	Nom/Localisation	Enjeux	Niveau d'enjeu	Dispositions et engagement du maître d'ouvrage
Totalité	Emprise du chantier	Matières en suspensions (MES)	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Un barrage de confinement des MES sera utilisé temporairement, au moment de l'installation et du retrait de la plateforme de travail, afin d'éviter toute fuite de matériaux (sables, graviers, etc.) et des eaux chargées en matières en suspension vers le canal, la Meurthe et son bras mort.</li> </ul>
		Rejets et déversements accidentels d'huiles et d'hydrocarbures	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Récupération, stockage et évacuation des huiles et hydrocarbures dans des récipients étanches.</li> <li>– Présence de kits antipollution utilisés pour limiter la propagation et l'infiltration des produits en cas de pollution accidentelle.</li> <li>– Stockage de filtres (balles de paille) sur le chantier afin d'assurer une mise en place rapide et d'empêcher les écoulements de matières polluantes.</li> <li>– Enlèvement immédiat des matériaux pollués.</li> </ul>

		Rejets des eaux de lavage	2	– Installation d'une unité de lavage des engins à l'extérieur du site.
		Déchets de chantier	2	– Récupération des déchets de chantier divers dans des contenants prévus à cet effet pour exportation régulière. – Nettoyage des abords du chantier au fur et à mesure de l'avancement – Remise en état du site après travaux.
		Diffusion de particules toxiques	2	– Confinement par zone traitée (lié à la réfaction de la protection anticorrosion de l'ouvrage). – Exportation des produits de décapage et des éléments souillés dans une filière appropriée. – Application dans les règles de l'art avec des produits les moins polluants possibles.

### HABITAT ET ACTIVITÉS HUMAINES

PR	Nom/Localisation	Enjeux	Niveau d'enjeu	Dispositions et engagement du maître d'ouvrage
Totalité		Trafic routier	2	– Limitation de la gêne liée aux circulations de camions sur les voies publiques (sur les chemins d'accès, le village et les routes alentours lors de la phase d'exploitation). – Nettoyage des engins de chantier et des voies de circulation aux abords du chantier.

### DÉCHETS

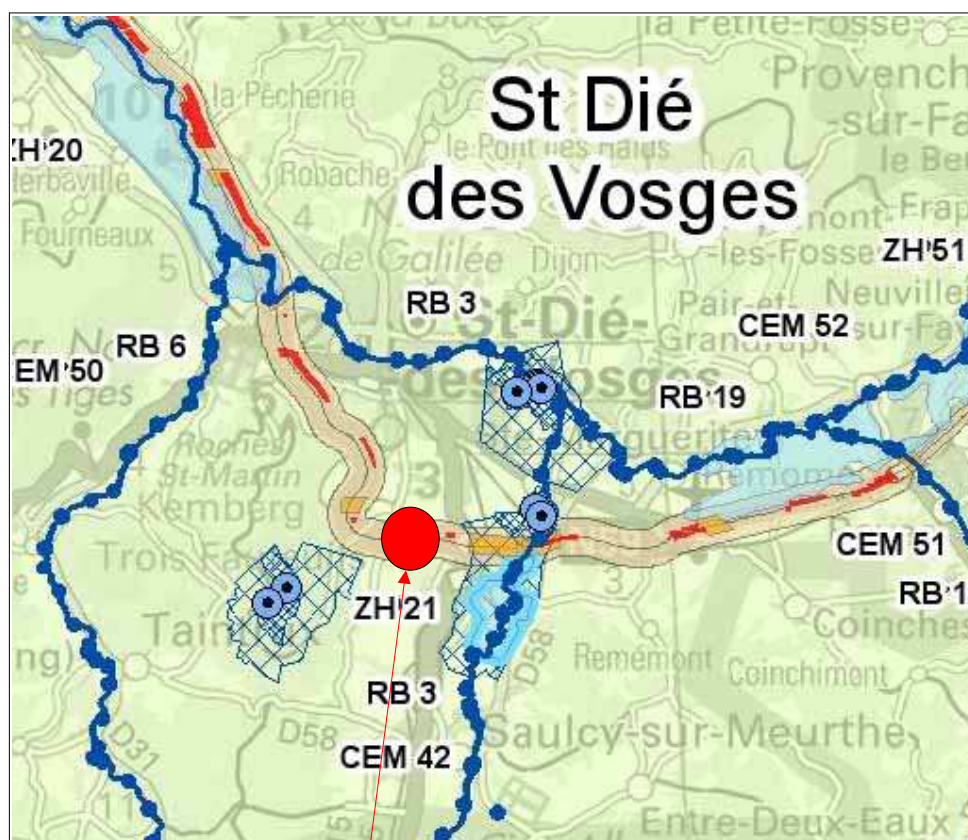
PR	Nom/Localisation	Enjeux	Niveau d'enjeu	Dispositions et engagement du maître d'ouvrage
Totalité		Production de déchets de diverses natures sur le chantier	2	– Interdiction de l'abandon ou de l'enfouissement des déchets de chantier. – Rédaction d'un PRE et SOSED. – Mise en place d'installations de tri des déchets. – Évacuation des déchets vers des filières adaptées.

**QUALITÉ DE L'AIR**

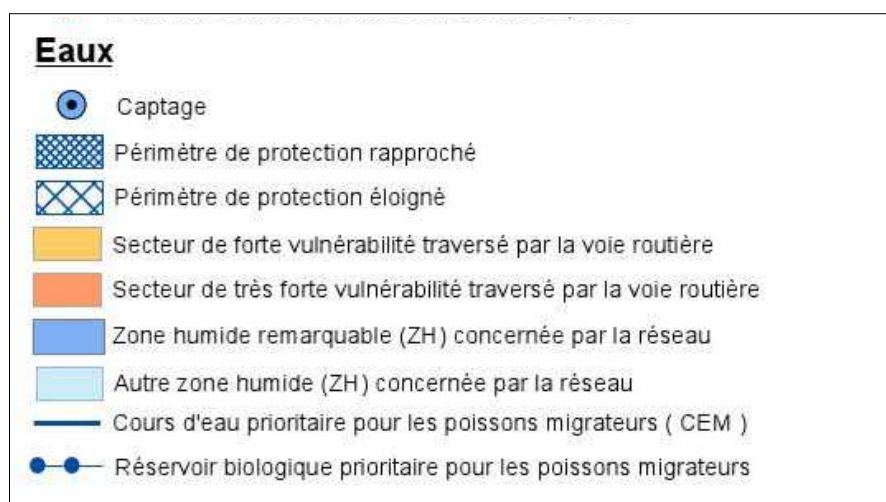
PR	Nom/Localisation	Enjeux	Niveau d'enjeu	Dispositions et engagement du maître d'ouvrage
Totalité	Emprise du chantier	Émissions de poussières	4	– Réduction des émissions de poussières, et en période sèche par aspersion du sol.
		Émissions de polluants atmosphériques	4	– Emploi d'engins et d'équipements conformes à la réglementation en vigueur.

## **. ANNEXE 2**

### **Cartes des périmètres des zones de captage des eaux**



**Zone travaux**



## **. ANNEXE 3**

# **EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES**

DOMAINE	EXIGENCES
<b>Conduite de chantier</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• suivi environnemental,</li> <li>• sensibilisation du personnel,</li> <li>• relations entre le Responsable « environnement » de l'entreprise et le maître d'œuvre,</li> <li>• respect par l'entreprise des mesures mises en place dans les différentes PPE validées par le maître d'œuvre.</li> </ul>
<b>Emprises et accès</b>	<u>Emprises</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• respect des emprises de l'État,</li> <li>• fourniture d'un accord écrit du propriétaire et exploitant pour toute occupation d'un terrain privé avec conditions d'utilisation, limites du terrain et conditions de remise en état,</li> <li>• balisage des espaces naturels sensibles et des secteurs colonisés par des plantes invasives,</li> <li>• balisage de l'emprise des chemins d'accès aux buses, emprises du chantier au sol comprises dans le périmètre matérialisé par les accès aux buses.</li> </ul>
	<u>Accès</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les accès au chantier seront maintenus propres tout au long des travaux,</li> <li>• le titulaire fournira un plan de circulation des véhicules pour l'approvisionnement du chantier,</li> <li>• l'entreprise remédiera immédiatement aux dommages engendrés par l'ensemble des activités liées au chantier,</li> <li>• les pistes seront arrosées régulièrement en cas de temps sec,</li> <li>• circulation des camions de chantier sur les voies publiques étudiées de manière à créer le moins de perturbations possible, le titulaire intégrera dans son plan d'installation du chantier le plan de circulation des véhicules pour l'approvisionnement du chantier.</li> </ul>
<b>Installations de chantier</b>	<u>Base de vie – bureaux</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le plan des installations de chantier mentionnant le tracé des réseaux, l'alimentation en eau des sanitaires (conduite existante ou citerne), le rejet des eaux sanitaires (les installations comprendront des sanitaires avec une fosse septique toutes eaux et un dispositif d'épandage ou rejet dans le réseau d'eaux usées local), les aires de stockage, etc.</li> </ul>
	<u>Stationnement des véhicules et engins</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• aménagement de zone de stationnement,</li> <li>• zones réservées au stationnement des véhicules matérialisées et signalées,</li> <li>• le ravitaillement en carburant des engins de chantier sera effectué par un professionnel, en présence de produits absorbants à distance de milieux sensibles et des cours d'eau, sur zone étanche,</li> <li>• aires de lavage aménagées, hors zone inondable, éloignées de cours d'eau et zones sensibles, à l'intérieur de l'emprise des travaux,</li> <li>• engins et machines à moteur à explosion seront stationnés en dehors des périodes de travail sur une aire spécialement aménagée.</li> </ul>
	<u>Aire de stockage</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• rangement thématique du chantier avec lisibilité des différentes zones (signalétique didactique),</li> <li>• suivi précis des mouvements de matériaux et produits potentiellement polluants (fiche d'entrée/sortie),</li> <li>• stockage des matériels et composants polluants sur des aires prédéfinies et matérialisées au plan des installations de chantier,</li> <li>• stockage des matériaux dangereux ou polluants sur des aires étanches, dans des cuves doubles parois ou équipées de système de rétention étanche de capacité égale, au minimum, à la plus grosse cuve et à 50 % du volume total stocké,</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• bac de rétention de préférence abrités de la pluie sinon évacuation de l'eau présente après une pluie comme déchet industriel spécial par une entreprise agréée avec édition de bordereau de suivi,</li> <li>• dispositif de confinement complété d'un bac "externe" placé sous les ouvertures de remplissage des citernes,</li> <li>• réserves de carburants stockées sur les aires de stationnement des engins,</li> <li>• protection par un film d'émulsion sur les stocks de matériaux fins pour éviter le lessivage ou l'envol de poussières,</li> <li>• sable fin à proximité de stockage des émulsions pour assurer la rupture d'émulsion en cas de fuite,</li> <li>• stockage interdit à proximité immédiate des cours d'eau, sur les zones humides, sur les zones inondables,</li> <li>• les bacs de rétention des produits dangereux ou polluants seront placés à un niveau supérieur à la crue décennale,</li> <li>• aménagements d'aires de lavage des matériels de bétonnage à proximité des chantiers d'ouvrage (en dehors des zones inondables et des zones sensibles).</li> </ul> <p><u>Aires de lavage</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• aires de lavage spécialement aménagées hors zone inondable, éloignées des cours d'eau et zones sensibles,</li> <li>• l'eau sera gérée afin de limiter la consommation et les rejets trop importants,</li> <li>• les rejets directs dans le milieu naturel sont interdits,</li> <li>• les produits issus du nettoyage et du rinçage des toupies de béton seront récupérés et dirigés vers un bassin de traitement où les eaux de lavage seront récupérées puis recyclées,</li> <li>• périodiquement, l'entreprise évacuera les dépôts de béton/laitance,</li> <li>• tous les outils coffrants classiques (banches, etc.) seront, après utilisation, nettoyés sur une aire bétonnée,</li> <li>• les eaux seront envoyées dans le système de traitement.</li> </ul>
<b>Dépôt</b>	<p><u>Implantation des dépôts :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• interdite au droit des zones à enjeux « milieux naturels sensibles » non concernées par les travaux,</li> <li>• interdite dans les zones inondables et humides.</li> </ul>
<b>Déchets</b>	<p><u>Déchets verts</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le brûlage est interdit,</li> <li>• l'enfouissement de souches et produits végétaux est interdit,</li> <li>• les produits de déboisement seront éliminés selon la réglementation en vigueur.</li> </ul> <p><u>Propreté du site</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• réalisation d'un schéma organisationnel du plan de respect de l'environnement (SOPRE) et évacuation des déchets vers les filières adaptées,</li> <li>• mise en place d'installation pour le tri des déchets sur les installations de chantier,</li> <li>• les abords du chantier et des installations de chantier seront tenus parfaitement propres (pas de papier, détritux, ferrailles, bidons, etc.),</li> <li>• identification et tri des déchets dès leur production sur le chantier,</li> <li>• chaque déchet sera envoyé dans une filière de traitement adaptée, en privilégiant sa valorisation,</li> <li>• mise en place de bordereaux de suivi des déchets dès leur évacuation vers un centre de traitement,</li> <li>• mise en place de dispositifs de collecte et de tri sélectif des déchets en différents endroits du chantier avec panneauage,</li> <li>• les déchets seront stockés provisoirement dans des bennes ou conteneurs régulièrement vidés,</li> <li>• les déchets légers seront stockés dans un dispositif adapté de confinement pour empêcher leur dispersion par le vent,</li> <li>• les huiles minérales ou synthétiques usagées seront recueillies et stockées en évitant les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux, elles seront conservées dans des installations étanches jusqu'à leur ramassage ou leur évacuation,</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>tous les déchets (ordures, béton, produits de découpe, chutes, gravats, métaux, etc.) seront régulièrement évacués hors du site conformément à la réglementation en vigueur,</li> <li>brûlage des déchets de chantier interdit,</li> <li>l'abandon et l'enfouissement de tout déchet est interdit.</li> </ul> <p><u>Déchets découverts par les travaux</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>évacuation en centre de traitement adapté et agréé par le maître d'œuvre.</li> </ul> <p><u>Produits dangereux pour l'environnement</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les produits de vidanges ou issus de fuites (hydrocarbures, huiles de graissage des coffrages, solvants, etc.) ne devront pas entrer en contact avec les milieux naturels,</li> <li>ces produits ainsi que les terrains qu'ils auraient souillés seront récupérés et évacués à la charge de l'entrepreneur dans des sites conformes à la réglementation en vigueur, sous contrôle du maître d'œuvre,</li> <li>le lavage des engins, des toupies et des bennes à béton est interdit en dehors des aires de lavage spécifiques et contrôlées,</li> <li>un système de lavage des goulottes des toupies de béton permettant d'éviter la dispersion du béton dans le milieu naturel devra être prévu par l'entrepreneur (récupération dans un bac dont le fond sera tapissé d'un géotextile par exemple).</li> </ul>
Opérations à risque et pollutions accidentelles	<p><u>Opérations à risque</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les opérations à risque telles que le remplissage des réservoirs, vidange, entretien des véhicules de chantier seront réalisées :             <ul style="list-style-type: none"> <li>en présence de produits absorbants ou de bâches amovibles pour récupérer les déversements éventuels,</li> <li>à distance des zones sensibles et des cours d'eau,</li> <li>sur une aire étanche (dans la mesure du possible, dalle béton ou géomembrane),</li> </ul> </li> <li>les produits de ruissellement seront dirigés vers un dispositif de traitement adapté (avec dispositif de déshuilage),</li> <li>les ravitaillements seront effectués par un professionnel de bord à bord, avec présence de produits absorbants ou de bâches amovibles pour récupérer les déversements éventuels, en dehors des zones sensibles et des cours d'eau, sur zone étanche,</li> <li>équipement des engins par système de remplissage rapide,</li> <li>le lavage des engins est interdit en dehors des aires de lavage spécifiques et contrôlées.</li> </ul> <p><u>Pollutions accidentelles</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>sensibilisation du personnel intervenant sur les chantiers aux risques de pollution et information des moyens et dispositifs à mettre en œuvre pour prévenir toute pollution en zone vulnérable,</li> <li>mise en place d'une procédure d'intervention en cas de pollution accidentelle,</li> <li>les produits de vidanges ou issus de fuites (hydrocarbures, huiles de graissage des coffrages, solvants, etc.) ne devront pas entrer en contact avec les milieux naturels,</li> <li>stockage de tout produit polluant (hydrocarbures, solvants, peintures, etc.) sur une aire ou un bac étanche avec rétention,</li> <li>entretien et réparation d'engins interdits à proximité des espaces naturels sensibles,</li> <li>emploi de bâche étanche et présence de produits absorbants,</li> <li>présence de kit antipollution dans les véhicules d'entretien, les véhicules de ravitaillement, les ateliers et les baraquements de chantier,</li> <li>systèmes antipollution en cas d'incident (barrages flottants, produits dispersants, boudins absorbants, etc.) présents et disponibles sur site,</li> <li>classeur regroupant les fiches descriptives de tous les produits dangereux et polluants utilisés, accessible à tous et rangé sur la base de vie,</li> <li>récupération et évacuation des terrains souillés à la charge de l'entreprise vers des sites conformes à la réglementation en vigueur,</li> <li>signaler tout incident à la police de l'eau et au maître d'œuvre,</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• mise en place d'un système d'alerte et de secours en cas de pollution accidentelle : information de la Police de l'Eau, de l'OFB et du Maire concerné.</li> </ul>
<b>Période d'intervention</b>	<p><u>Bruit</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• limiter au maximum les nuisances sonores pour les riverains,</li> <li>• respect des horaires de chantier : travaux réalisés de jour, sauf en cas particulier (travaux de nuit identifiés au marché, impératif technique, retard...) sous réserve de l'accord du maître d'œuvre,</li> <li>• plan de circulation minimisant les nuisances pour les riverains et réduisant les manœuvres de recul,</li> <li>• utilisation de matériels peu bruyants,</li> <li>• engins et matériels conforme aux normes en vigueur (possession des certificats de contrôle),</li> <li>• utilisation de protection des sources sonores (capotage des matériels, silencieux, etc.),</li> <li>• ne pas implanter le matériel fixe bruyant à proximité des habitations,</li> <li>• communication avec les riverains (participation du responsable environnement à une réunion publique par commune concernée pour présenter la nature des travaux et les solutions choisies par l'entreprise pour limiter les nuisances).</li> </ul>
<b>Émission de poussières</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• arroser les piste par temps sec et plus de 40 km/h de vent,</li> <li>• bâcher les stocks de matériaux susceptibles de s'envoler,</li> <li>• éviter les opérations de chargement, déchargement et mise en œuvre de matériaux (notamment la chaux) par vent fort dans les zones de chantier sensibles à la poussière,</li> <li>• limiter la vitesse à 30 km/h sur les pistes dans les zones de chantiers sensibles à la poussière,</li> <li>• opération de décapage de l'ossature métallique de l'ouvrage réalisée sous confinement totalement étanche.</li> </ul>
<b>Eau</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• rechercher l'économie dans la consommation d'eau.</li> </ul> <p><u>Prises d'eau</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• alimentation en eau du chantier fournie par camions citerne, réseau public ou création de bassins provisoires de stockage d'eau pluviale.</li> </ul> <p><u>Rejets d'eau</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• aucun rejet d'eau direct n'est autorisé,</li> <li>• tout rejet d'eaux de chantier (eaux de ruissellement, pompage de fouilles, de batardeaux, vidange d'arroseuse, eaux de lavage, etc.) sera traité avant rejet dans le milieu naturel,</li> <li>• les eaux chargées d'hydrocarbures seront rejetées dans un déshuileur.</li> </ul>
<b>Assainissement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• aucun rejet d'eau direct n'est autorisé : tout rejet d'eaux de chantier (eaux de ruissellement, pompage de fouilles, vidange d'arroseuse, eaux de lavage, etc.) sera traité avant rejet dans le milieu naturel,</li> <li>• mise en place de débourbeur-déshuileur pour les aires de lavage, d'entretien et d'approvisionnement en carburant,</li> <li>• entretien régulier des ouvrages (curage des bassins, vérification et changement si nécessaire des filtres MES, etc.) afin de maintenir un fonctionnement continu,</li> <li>• collecte des eaux de ruissellement par des fossés entourant les installations de chantier,</li> <li>• mise en place à l'aval des fossés de collecte d'un bassin de décantation provisoire équipé en sortie de barrage filtrant,</li> <li>• dimensionnement du bassin provisoire de façon à assurer un rejet inférieur à 30 mg/l en MES (doctrine MISE 70) en cas de précipitations dont l'occurrence correspond à deux fois la durée de présence des installations de chantier.</li> </ul>
<b>Remise en état des lieux</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• remise en état au fur et à mesure de l'avancement des travaux,</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"><li>• enlèvement de tout produit, matériel et matériau du chantier,</li><li>• démontage des installations de chantier en fin de travaux et remise en état du terrain naturel,</li><li>• remise en état des dépôts provisoires au fur et à mesure de l'avancement des travaux et dès que leur usage n'est plus nécessaire,</li><li>• enlèvement de tous les ouvrages provisoires et remise des lieux dans leur état initial,</li><li>• état des lieux contradictoire avec le maître d'œuvre et l'entreprise,</li><li>• l'entrepreneur doit remettre au maître d'œuvre un écrit des propriétaires et exploitants des terrains privés occupés par l'entreprise attestant qu'ils acceptent sans réserves la remise en état de leur terrain,</li><li>• nettoyage des engins de chantiers et des voies, pour limiter les risques de salissures des voies de circulation aux abords du chantier.</li></ul>
--	---

## **. ANNEXE 4**

# **PRINCIPAUX TEXTES APPLICABLES**

# **EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT**

Plusieurs articles du code de l'environnement encadrent les activités relatives aux différentes thématiques. La liste suivante non exhaustive présente les principaux articles et textes à respecter.

- articles L.122-1 à L.122-11 du Code de l'Environnement (Evaluation environnementale),
- articles L.210-1 à 218-86 du Code de l'Environnement (Eau et milieux aquatiques),
- articles L.220-1 à L.229-24 du Code de l'Environnement (Air et atmosphère),
- articles L.300-1 à L.438-2 du Code de l'Environnement (Espaces naturels, faune et flore), et notamment article L.411-1 du Code de l'Environnement (Sites protégés abritant notamment des fossiles),
- articles L.511-1 à L.517-2 du Code de l'Environnement (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement),
- articles L.541-1 à L.541-50 du Code de l'Environnement (Déchets),
- article L.571-1 à L.571-26 du Code de l'Environnement (Prévention des nuisances sonores),

### **7.1. AIR**

Les **articles L.220-1 à L.229-24 du Code de l'Environnement** fixent les dispositions nécessaires afin d'éviter toutes pollutions atmosphériques. L'**article L.220-2** définit la pollution atmosphérique comme étant « *l'introduction par l'homme directement ou indirectement, dans l'atmosphère et les espaces clos, de substances ayant des conséquences préjudiciables de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources biologiques et aux écosystèmes, à influencer sur les changements climatiques, à détériorer les biens matériels, et à provoquer des nuisances olfactives excessives* ».

Ainsi, l'interdiction de brûlage en plein air des ordures ménagères ou assimilées est rappelée par la **circulaire du 9 août 1978**.

Le brûlage sauvage des déchets des entreprises est interdit selon l'**article L.541-2 du Code de l'Environnement**.

## 7.2. BRUIT

Les **articles L.571-1 à L.571-26 du Code de l'Environnement** relatifs à la lutte contre le bruit et les **articles R.571-44 à R.571-52** relatifs à la limitation du bruit des aménagements et infrastructures de transports terrestres fixent les dispositions relatives à la prévention des nuisances sonores liées aux chantiers.

Plus précisément, l'**article R.571-50 du Code de l'Environnement** impose au maître d'ouvrage de fournir au public, aux Préfets et aux Mairies concernés par le chantier, des informations concernant la nature et la durée prévisible des travaux, ainsi que les nuisances sonores attendues, et les actions menées pour limiter ces nuisances.

Les **articles R.571-1 à R.571-24 du Code de l'Environnement** déterminent les caractéristiques acoustiques et les valeurs admissibles d'émissions ainsi que les normes d'homologation et de contrôle. Les **articles R.571-94 et R.571-95 du Code de l'Environnement** précisent les sanctions encourues pour le non respect des articles précédents.

Les dispositions communes applicables aux matériels et engins de chantier sont fixées par l'**arrêté du 12 mai 1997**.

L'**arrêté du 22 mai 2006** modifiant l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments fixe les limites des émissions sonores à ne pas dépasser pour les engins de chantier. Cet arrêté abroge l'arrêté du 12 mai 1997, qui reste toutefois applicable pour les matériels en service.

Les **articles R.1334-30 à R.1334-37 du Code de la Santé Publique** relatifs à la lutte contre le bruit traitent des nuisances sonores causées par les chantiers. Les **articles R.1337-6 à R.1337-10-2 du Code de la Santé Publique** relatifs aux bruits de voisinage traitent, quant à eux, des sanctions encourues par les entreprises en cas de non respect des prescriptions définies par les articles précédents.

Les maires peuvent, par arrêté municipal, réglementer la prévention des nuisances sonores liées au chantier.

## 7.3. DÉCHETS

Les **articles L.124-1, L.541-1 à L.541-50 du Code de l'Environnement** énoncent les modalités d'une gestion rationnelle des déchets.

Au titre de la **circulaire du 28 avril 1998**, depuis juillet 2002 « *ne seront autorisés en décharge que les déchets ultimes* », c'est-à-dire les déchets qui ne sont plus susceptibles d'être recyclés ou valorisés dans les conditions techniques et économiques du moment.

La gestion des déchets de chantier devra être en accord avec les objectifs fixés par la **circulaire interministérielle du 15 février 2000**.

L'**annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'Environnement** présente la nomenclature des déchets. Certains déchets classés dangereux nécessitent des conditions d'élimination particulières.

Les déchets contenant de l'amiante font l'objet d'une réglementation particulière dictée par la **circulaire n°96-60 du 19 juillet 1996** relative aux déchets de flocage et calorifugeage avec amiante et la **circulaire n°97-15 du 9 janvier 1997** relative aux déchets d'amiante ciment.

Les **articles R.541-42 à R.541-48 du Code de l'Environnement** relatifs aux circuits de traitement des déchets imposent l'émission d'un bordereau en cas de production, de collecte, de reconditionnement ou de transformation de déchets dangereux. Les formulaires de ces bordereaux de suivi sont fixés par l'**arrêté du 29 juillet 2005** pour les déchets dangereux et par l'**arrêté du 16 février 2006** pour les déchets dangereux contenant de l'amiante.

#### 7.4. EAU

Les **articles L.210-1 à L.218-86 du Code de l'Environnement** relatifs à l'eau et aux milieux aquatiques ont pour objectif une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau. En effet, ils visent à assurer :

- la prévention des inondations et la préservation des écosystèmes aquatiques des sites et des zones humides,
- la protection des eaux et la lutte contre toute pollution,
- la restauration de la qualité des eaux et leur régénération,
- le développement, la mobilisation, la création et la protection de la ressource en eau,
- la valorisation de l'eau comme ressource économique, notamment pour le développement de la production d'électricité d'origine renouvelable ainsi que la répartition de cette ressource,
- la promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau.

La **Directive Cadre sur l'eau n°2000/60/CE** relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution est transposée en droit français par les **articles L.210-1, L.212-1 et L.212-2, L.212-6 du Code de l'Environnement** établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau.

#### 7.5. INSTALLATION CLASSÉE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Les **articles L.511-1 à L.517-2 du Code de l'Environnement** relatifs aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) fixent les dispositions générales.

Dans le cas où la nature des travaux nécessiterait l'utilisation d'une ICPE telle que les centrales d'enrobés, il sera nécessaire de veiller à la conformité de cette installation.

L'**arrêté du 2 février 1998** complété par la **circulaire du 17 décembre 1998** et modifié par plusieurs arrêtés (**arrêtés du 25 octobre 2005, du 30 juin 2005, du 21 juin 2005, du 24 novembre 2006...**) fixe les conditions de prélèvements et de consommation d'eau ainsi que les normes d'émissions de toutes natures des ICPE soumises à autorisation.

## 7.6. PROTECTION DE LA NATURE

L'article **L.110-1 du Code de l'Environnement** fait état de plusieurs principes dont :

- celui de précaution,
- celui d'action préventive et de correction,
- celui du pollueur-payeur.

Les **articles L.300-1 à L.438-2 du Code de l'Environnement** relatifs aux espaces naturels, à la faune et à la flore fixent les règles à suivre pour assurer la protection de la nature. Ces textes visent à protéger les espèces, ressources et milieux naturels, les sites et paysages, les espèces animales et végétales.

Plus précisément, la protection de la faune et de la flore est assurée par les **articles L.411-1 à L.415-5 du Code de l'Environnement**.

L'article **L 411-2 du Code de l'Environnement** détermine les conditions dans lesquelles sont fixées les listes d'espèces ainsi protégées, la durée des interdictions, l'étendue du territoire sur lequel elles s'appliquent.